

OFFRE DE STAGE

Caractérisation des spécificités des communes de moyenne montagne face à l'obligation de transfert des compétences sur l'eau potable. Le cas du Diois (26).

VOTRE MISSION ET VOS ACTIVITÉS

■ Vous serez accueilli.e au sein de l'Unité de Recherche LESSEM du centre INRAE de Grenoble (<https://www.lessem.fr/>). Vous travaillerez dans le cadre d'un projet de recherche-action pluridisciplinaire sur les recompositions de la Gestion et la Gouvernance territoriales des eaux face au changement climatique en Moyenne Montagne méditerranéenne (« GGEMM », pilotage : Anne Honegger, UMR 5600 EVS - ENS de Lyon ; Sabine Girard, UR Lessem, Inrae). Vous serez encadré.e par Sabine Girard (chercheuse en géographie) et Samuel Pinjon (doctorant en géographie). Vous travaillerez également en collaboration avec la Communauté de Communes du Diois <https://www.paysdiois.fr/>.

■ Contexte et enjeux

La loi NOTRe du 07 août 2015 prévoit le transfert obligatoire des compétences « eau et assainissement » vers les communautés de communes, au plus tard au 1er janvier 2026. Face à cette obligation réglementaire, de nombreux territoires de moyenne montagne, à l'habitat peu dense et dispersé, ont fait part de leur inquiétude et affiché leur opposition. Telle est le cas de la Communauté de Communes du Diois (CCD).

Le Diois est un territoire de moyenne montagne, hyper-rural, regroupant 50 communes pour 12 000 habitants. La gouvernance de l'eau potable y est fragmentée, principalement en régie communale, et les infrastructures sont très nombreuses (sources, réservoirs, fontaines patrimoniales). L'importance des résidences secondaires, ainsi que la prégnance d'usages agricoles pour l'élevage, obligent à un suréquipement infrastructurel qui impacte les prix de l'eau alors même que la majorité des ménages ne sont pas imposables. Le recours au bénévolat des élus et des habitants est à ce jour très répandu, que ce soit pour l'entretien des infrastructures, les réparations ou encore la facturation du service.

La perspective du transfert de compétences à la CCD fait actuellement l'objet de résistances territoriales importantes. Malgré la crainte des élus quant aux impacts sur la qualité de service et le prix de l'eau, un travail de préparation budgétaire a démarré dans l'optique de maintenir le service en régie publique. Une charte a été rédigée pour préciser la position d'une partie des élus Diois (https://www.paysdiois.fr/wp-content/uploads/2023/06/CHARTRE-EAU_VF-5-pages_WEB.pdf).

■ Objectifs du stage et mission

Le transfert de compétences « eau et assainissement » vers les communautés de communes, s'inscrit dans une politique de modernisation, encouragée par l'État, qui promeut un modèle de service marchand et intégré. Dans le cas du Diois, comme pour d'autres territoires hyper-ruraux, cette obligation nationale vient se confronter à une réalité de terrain, marqué au contraire par une diversité de configurations sociales et spatiales des services d'eau. Cette diversité se traduit par des principes, des pratiques, des modalités de gestion de l'eau potable et des modes d'organisation du service spécifiques, telle par exemple des activités collectives et bénévoles de nettoyage de réservoir. Elle se manifeste aussi par des relations de nature et de formes diverses entre les habitants et les élus, mais également entre les habitants et leurs milieux écologiques. Certaines de ces pratiques laissent à penser que, sous maints aspects, l'eau potable dans le Diois est considérée et gérée par ses usagers comme un « commun ». En quoi et dans quelle mesure ? Quels sont les atouts et les limites des systèmes actuels de gestion de l'eau potable dans le Diois ? Quelles seront les impacts du transfert de compétences sur ceux-ci ? Quelles singularités des services d'eau seraient à préserver ?

La mission principale du de stage consistera à caractériser finement la diversité et les spécificités des services actuels d'eau potable dans du Diois, aux échelles communales et intercommunale : principes et pratiques d'usage et de gestion, modes d'organisation et de décision. Cette caractérisation permettra à la fois d'objectiver les impacts du transfert de compétences et de dresser les contours possibles de modèle(s) alternatif(s), telle en particulier celui de la mutualisation, envisagé par la CCD.

Les principales tâches du stage seront :

- Revue de littérature sur les impacts du changement climatique et des évolutions réglementaires sur l'eau potable en moyenne montagne méditerranéenne (ressources et services) ; enjeux pour les gestionnaires et décideurs publics
- Elaboration d'un cadre d'analyse et d'une méthode d'enquête, s'inspirant des approches de la « political ecology » (territoires hydrosociaux) et du concept de « communs »
- Enquête approfondie sur un nombre limité de cas d'étude, représentant la diversité des situations, des enjeux et des pratiques des services actuels d'eau potables dans le Diois : entretiens semi-directifs avec des habitants et des élus, lecture commentée de paysage, observation de temps collectif (réunion et/ou travaux), analyse de documents d'archive.
- Analyse de la stratégie de l'intercommunalité face à l'obligation de transfert de compétence, et mise en perspective avec les dynamiques de mobilisation des territoires ruraux sur ce sujet en France : analyse de documents ; entretiens avec des élus et techniciens.

Le travail de terrain occupera un temps conséquent.

Les attendus du stage sont :

- Un rapport de stage
- Une note synthétique et pédagogique à l'attention des décideurs et une restitution orale des résultats
- Une contribution à une prépublication scientifique (facultatif, selon intérêt)

LE PROFIL QUE NOUS RECHERCHONS

- Etudiant de Master en sciences humaines (géographie, sociologie, sciences politiques, ...) ou sciences environnementales (avec un bagage minimal en sciences sociales)
- Intérêt et connaissances des questions d'interface entre eaux et sociétés
- Aptitudes recherchées :
 - ✓ Autonomie, rigueur et capacité d'organisation.
 - ✓ Formé.e aux techniques d'entretiens semi-directifs et à l'analyse bibliographique ; vous pouvez justifier d'une première expérience sur ces méthodes.
 - ✓ Gout et capacité de travail dans un contexte de recherche transdisciplinaire ; en particulier avec des acteurs de terrain et sur le terrain (techniciens, élus, habitants, ...)
 - ✓ Compétences rédactionnelles
 - ✓ Titulaire du permis B

↳ Modalités d'accueil

- Unité: LESSEM
- 38402 St Martin d'Hères
- Stage Master
- Durée du contrat : 6 mois
- Date d'entrée en fonction : mars 2024 si possible
- Rémunération : environ 550€/mois+ prise en charge des frais de mission

↳ Modalités pour postuler

Transmettre une lettre de motivation et un CV à :

■ Par e-mail : sabine.girard@inrae.fr ;
sampjn@protonmail.ch

✗ Date limite pour postuler : 14 janvier 2024